

# LA LETTRE DU SCA

LA LETTRE D'INFORMATION DU SCA N° 21 - AVRIL 2015



## SOUTIEN DE L'OPÉRATION CHAMMAL

État-major des armées/Armée de l'air



- Le ministre de la Défense honore le soutien AGSC
- E-learning, la formation par le numérique
- La chemise tactique pour gilet pare-balles



**N**otre service reste directement impliqué dans l'opération Sentinelle et fournira deux unités élémentaires Proterre à compter du mois d'avril pour une période initiale de trois mois. L'ensemble des organismes du service participera à l'armement de ces unités qui confirme notre vocation opérationnelle. Je suis certain que nous assurerons cette mission avec professionnalisme et sérénité. L'innovation, vous le savez, est un axe majeur de la poursuite de la transformation du service. En expérimentant les projets initiés par la direction centrale ou en insufflant l'esprit d'innovation au sein de vos organismes, notamment par le partage de bonnes pratiques, chacun d'entre vous est un innovateur au sein du Service et participe ainsi à l'amélioration continue de la qualité de service. Dans cette logique, la direction des affaires financières organise le 30 juin les « Rencontres de la communauté financière », à l'occasion desquelles sont remis les « Trophées financiers de la Défense ». Cette manifestation récompense les initiatives marquantes des acteurs de la fonction financière du ministère. En 2014, le SCA a remporté trois trophés marquant ainsi, son rôle moteur en matière d'innovation et d'amélioration des processus financiers. Je suis très attaché à cette manifestation et vous invite à porter haut les couleurs du service !

**CRGHC Jean-Marc Coffin**

## ACTUALITÉS

- Soutien de l'opération Sentinelle, le ministre de la Défense en visite au GSBdD de Versailles

## GRAND ANGLE

- E-learning, la formation par le numérique au sein du SCA

## MÉTIERS

- E-learning, utilisation pratique

## ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

- Soutien de l'opération CHAMMAL, un modèle innovant et efficient
- Legad à Niamey, un acteur majeur dans la gestion des personnes capturées

## TRANSFORMATION

- La filière Habillement, la satisfaction du besoin du client
- La filière Préparation et soutien aux activités opérationnelles

## RESSOURCES HUMAINES

- Gestion des risques psychosociaux, un accompagnement « sur mesure »

## EN BREF

- La chemise tactique, un effet de combat 100% compatible avec le port d'un gilet pare-balles
- EBOLA : le Service du commissariat des armées dans la lutte contre EBOLA en Guinée

## D'HIER À DEMAIN

- L'approvisionnement du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient : initiative et efficacité

## SOUTIEN DE L'OPÉRATION SENTINELLE LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EN VISITE AU GROUPEMENT DE SOUTIEN DE LA BASE DE DÉFENSE DE VERSAILLES

**V**endredi 20 mars, Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, s'est rendu dans un groupement de soutien de base de défense afin de s'informer sur le soutien assuré par le SCA au profit de l'opération Sentinelle. Le ministre a été accueilli à Versailles par le CRGHC Coffin, directeur central, et le Colonel Duvivier, chef du GSBdD.

Le ministre a félicité les équipes du groupement de soutien pour les résultats obtenus par cette fonction en pleine mutation dans l'ensemble du ministère. Il a tenu à souligner la très forte implication du personnel, militaire et civil, avec lequel il s'est longuement entretenu, et la pertinence de leur complémentarité. « Je sais que la transformation du SCA demeure aujourd'hui un défi majeur, qui demande beaucoup aux hommes et aux structures » a confié le ministre. Cette transformation est particulièrement suivie en comité ministériel des soutiens, instance présidée par le ministre, pour replacer le soutien au cœur des missions du ministère.

Monsieur Le Drian a salué l'action du GSBdD de Versailles qui « a donné la pleine mesure de son efficacité à l'occasion du déploiement en Île de France, dans un temps particulièrement contraint, de l'opération Sentinelle».

Enfin, le ministre a évoqué un plan en cours d'élaboration pour 2015 portant sur le casernement et les infrastructures vie. Ce plan identifie 600 points durs où des améliorations très concrètes seront portées.

Au cours de cette journée, Jean-Yves Le Drian a ainsi pu mesurer le haut niveau d'expertise des hommes et des femmes du GSBdD de Versailles, saisir les difficultés, les attentes et les motivations de ceux qui servent dans le quotidien de l'AGSC.



Roland Pelligrino

Le ministre s'est longuement entretenu avec le personnel du GSBdD. Ici, sur le sujet solde, au sein de la cellule droits financiers individuels.



Roland Pelligrino

Le ministre s'est longuement entretenu avec le personnel du GSBdD. Ici, sur le sujet solde, au sein de la cellule droits financiers individuels.



GSBdD Versailles

Discours de clôture.

## E-LEARNING

### LA FORMATION PAR LE NUMÉRIQUE AU SEIN DU SCA

*Une réflexion sur la place des outils numériques dans les modalités d'apprentissage a débuté dès septembre 2013 au sein de l'École des commissaires des armées. Elle a été formalisée par la création d'un comité E-learning, début 2014, piloté par le bureau des systèmes d'information de la Direction centrale du SCA puis par l'ORF Formation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 (officier responsable de filière).*

La formation par le numérique, E-learning, regroupe sur une plate-forme accessible via Internet ou Intradef :

- des ressources relatives à un métier en open source, des supports audio ou vidéo en formation autonome ;
- des modules de formation tutorés ou non ;
- des classes virtuelles ;
- Serious Game (un logiciel qui combine une intention « sérieuse » d'entraînement avec des ressorts ludiques).

#### LES ACTEURS DE L'E-LEARNING

**Les concepteurs de formations participent à la chaîne de production d'une ressource ou d'un module E-learning :**

- L'expert du métier => apporte la « matière première », la connaissance, le fond ;
- Le conseiller pédagogique => met en forme cette matière afin qu'elle soit la plus appréhendable possible. Ensemble, ils produisent le story-board ;
- Le scénariste de ressources pédagogiques => transforme le story-board en ressource dématérialisée ;
- L'administrateur de plate-forme => met le module en ligne.

**Les tuteurs sont responsables de l'accompagnement de l'apprenant :**

- Tuteur programme, responsable du parcours de formation ;
- Tuteur contenu, expert de la matière qui peut animer le module à distance ;
- Tuteur local, responsable de formation qui s'assure que l'apprenant dispose du temps et des moyens techniques pour réaliser sa formation ;
- Tuteur technique, qui résout les problèmes de connexion, d'accessibilité de l'apprenant.

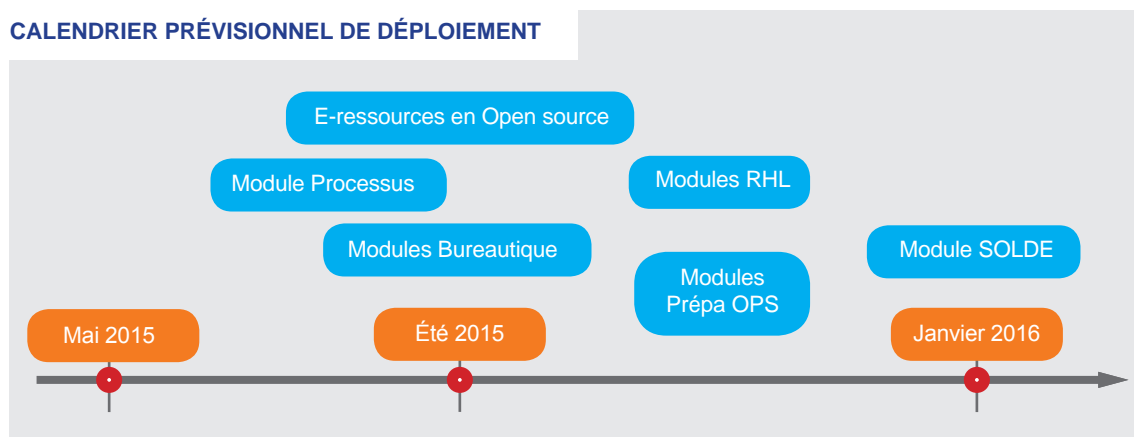
**L'apprenant peut :**

- Accéder aux ressources en accès libre de la plate-forme en autoformation ;
- Suivre un parcours de formation en s'inscrivant par l'intermédiaire de son responsable formation aux modules à distance, classe virtuelles...

#### LES BIENFAITS DU E-LEARNING

Le E-learning permet de renouveler l'approche pédagogique, d'employer des méthodes ludiques où l'interactivité joue un grand rôle, de diversifier les ressources (vidéos, saynètes 3D, podcasts, etc.), de s'adapter davantage au processus d'apprentissage de l'apprenant qui devient acteur de sa formation. Ce dernier pourra se former à son rythme en fonction de ses besoins, de ses disponibilités et sans se déplacer. Enfin, la formalisation d'une formation en un module E-Learning amènera naturellement le SCA à identifier ses bonnes pratiques et à uniformiser ses messages.

#### CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE DÉPLOIEMENT





## E-LEARNING UTILISATION PRATIQUE

*L'apprentissage nécessite dans certains domaines un véritable effort pédagogique. Le E-learning propose des techniques qui répondent précisément à ces attentes.*

C'est ainsi que le Bureau pilotage-modernisation (B.PIL) de la direction centrale s'est lancé sur un module « approche processus » en utilisant ce mode d'enseignement. Ce module s'adressera à deux populations :

- au personnel d'encadrement souhaitant être formé au pilotage par les processus. Le module E-learning permettra de valider un certain nombre de connaissances avant la formation réalisée en présentiel à l'ECA ;
- à toute personne du SCA en mettant à sa disposition un module de sensibilisation allégé, permettant de mieux comprendre l'organisation du service et son approche basée sur les processus.

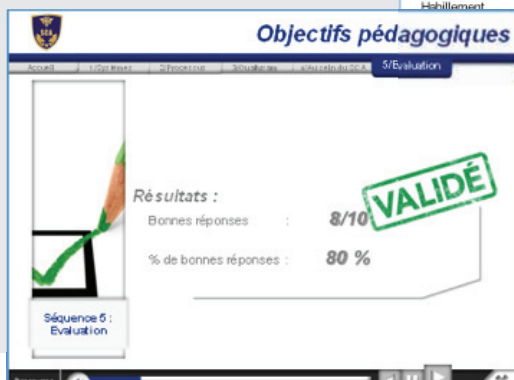
Ce projet, démarré fin 2014, fait intervenir différents acteurs. Le B.PIL et l'ECA ont tout d'abord défini les objectifs, le scénario et le contenu du module. Cette 1<sup>ère</sup> étape essentielle franchie, la conception technique du module a pu commencer. Pour cette phase de développement, actuellement en cours, l'équipe projet bénéficie de l'expertise du bureau politique des systèmes d'information de la direction centrale et de la société Futurskill. Pour chaque séquence et message à faire passer, un choix sur la technique la plus appropriée est réalisé avec l'appui de ces experts. Au fur et à mesure de la conception, le module est soumis à l'avis de futurs utilisateurs afin de valider l'approche pédagogique apportée par le E-learning.

Le module « approche processus » sera disponible fin avril 2015.



→ Ce module est construit en différentes séquences. Celles-ci utilisent des techniques de vidéo 2D et d'animation apportant un visuel dynamique et une véritable interactivité, permettant à chacun d'être un acteur tout au long de l'apprentissage.

← Chaque séquence se termine par un exercice ludique permettant de s'assurer que les notions abordées au cours du chapitre ont bien été comprises.



→ La version du module destinée au personnel d'encadrement prévoit un test final. Pour valider son inscription à la formation en présentiel, chaque stagiaire devra obtenir au moins 80% de bonnes réponses à ce test.



## SOUTIEN DE L'OPÉRATION CHAMMAL UN MODÈLE INNOVANT ET EFFICIENT

**Le vendredi 19 septembre 2014, sur ordre du président de la République, une opération militaire aérienne était menée pour soutenir les forces armées irakiennes dans leur lutte contre « Daech ». L'opération Chammal était lancée.**

**L'**opération Chammal, qui mobilise aujourd'hui 3 000 militaires, est placée sous le contrôle opérationnel de l'amiral commandant la zone océan Indien (ALINDIEN). Dans ce cadre, les forces françaises mènent des missions d'appui aérien, renseignement et frappes, de conseil et de formation au profit de forces irakiennes. Ces missions, conduites exclusivement au-dessus ou sur le territoire irakien, sont déclenchées depuis plusieurs points de la région. Les forces françaises sous commandement d'ALINDIEN y participent toujours de manière significative.

Dès le lancement de l'opération, la DICOM-GS\* locale a été amenée à soutenir les forces engagées et à accueillir les renforts, tout en poursuivant sa mission de soutien au profit des formations habituelles (état-major de niveau opératif, 13<sup>ème</sup> demi-brigade de Légion étrangère, base navale, BA 104 et détachements des services interarmées) et des exercices interarmées et internationaux. Acteur essentiel de cette montée en puissance, la DICOM-GS a absorbé cette activité supplémentaire avec un nombre très limité de renforts, grâce à l'investissement sans faille de son personnel, à la souplesse des marchés passés avec l'Économat des armées (EdA), à la réactivité de ses prestataires et aux capacités d'accueil offertes.

La qualité du soutien apporté a été unanimement reconnue et appréciée par l'ensemble des soutenus qui se sont succédés.

Un bilan très positif qui valide le modèle particulier retenu pour assurer le soutien des forces dans l'arc de crise moyen-oriental.

\* Direction du commissariat d'outre-mer - groupement de soutien.



Le personnel de la DICOM-GS

**Au 1<sup>er</sup> mars 2015, et depuis le début de l'opération, quelques chiffres illustrent cette action :**

- 364 personnels pris en compte en termes d'accueil et de départ, de formalités d'immigration, d'accès aux sites, d'hébergement, de restauration, d'administration du personnel, de chancellerie et de fractions de solde ;
- 24 véhicules loués et 180 roulages effectués ;
- 46 voies aériennes militaires (VAM) accueillies avec soutien des passagers et traitement du fret ;
- 75 tonnes de fret de matériel arrivées par voie maritime et aérienne, représentant 60 dossiers de transport et de dédouanement ;
- plus de 200 demandes d'achat.

## LEGAD À NIAMEY UN ACTEUR MAJEUR DANS LA GESTION DES PERSONNES CAPTURÉES

**Déployée en février 2015 au Niger en tant que LEGAD dans le cadre de l'opération BARKHANE, la CR1 Marie Barron évoque un dossier phare de son mandat, la gestion des personnes capturées par la Force.**

« Connaître la théorie du droit et la doctrine en matière de gestion des personnes capturées, c'est indispensable. Mais la visite à des détenus au sein d'établissements pénitentiaires nigériens ou maliens nous fait basculer dans une autre dimension ! On touche du doigt la réalité des opérations militaires et surtout de leurs conséquences », confie la CR1 Barron.

Quels objectifs la capture vise-t-elle ? Ils sont nombreux. L'accomplissement de la mission fixée, l'altération du potentiel adverse, la limitation des problèmes de sécurité liés au conflit, la recherche du renseignement d'intérêt militaire... Le LEGAD est un acteur majeur et incontournable dans la gestion des personnes capturées, de la période de rétention au transfert aux autorités locales compétentes. « Si la force BARKHANE a capturé des personnes associées aux groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne, la France en est responsable, et cela même après leur remise aux autorités locales », explique la CR1 Barron.

Le LEGAD est l'interface avec de multiples acteurs extérieurs aux forces françaises. Depuis son arrivée à Niamey, la CR1 Barron a été « fréquemment en contact avec la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Lorsqu'une personne est retenue par la force BARKHANE, c'est-à-dire privée de liberté, je préviens le CICR pour qu'il puisse venir s'entretenir avec elle. Je contacte également l'UNICEF si la personne est mineure. Ensuite, on s'informe mutuellement des conditions de détention dans les établissements pénitentiaires locaux ».

Afin de permettre ces opérations de capture, la France a signé des accords de transfert avec le Mali et le Niger, dans lesquels ces pays s'engagent à protéger ces personnes contre la torture ou tout autre traitement inhumain ou dégradant. C'est au LEGAD qu'il revient de s'assurer que les États



Briefing avec la gendarmerie prévôtale et un personnel du détachement de protection avant déplacement dans un établissement pénitentiaire

hôtes respectent ces accords et les obligations internationales qui les lient.

Les opérations de capture ne peuvent être réalisées par la force française qu'à titre exceptionnel, et pour une durée courte, lorsque les forces de sécurité locales ne sont pas en mesure de prendre en compte les membres des groupes armés capturés. « Il ne faut pas perdre de vue que la capture implique ensuite une procédure lourde », souligne la CR1 Barron qui poursuit : « Je m'assure que la prise en charge de ces personnes en prison est conforme à nos attentes. Je mène régulièrement des entretiens avec les détenus capturés par BARKHANE. Je me préoccupe de leurs conditions matérielles de vie en prison, de leur état de santé et de leur accès aux soins, de leur moral, de l'avancement de la procédure judiciaire... C'est aussi dans cette perspective que j'ai noué des relations avec les services du ministère de la Justice et avec le procureur de la République du tribunal de grande instance hors classe de Niamey. À cet égard, l'appui des personnels de l'ambassade de France, notamment l'attaché de Défense et l'attaché de Sécurité intérieure, est une aide précieuse. »

« Le traitement respectueux de la personne capturée doit refléter nos engagements internationaux » conclut la CR1 Barron, « c'est-à-dire être conforme au droit des conflits armés, au droit international des droits de l'homme, tout en respectant notre droit national. »



## LA FILIÈRE HABILLEMENT LA SATISFACTION DU BESOIN DU CLIENT

**Née à titre expérimental en septembre 2012, la filière Habillement constitue l'une des filières historiques du SCA. Chargée d'impulser et de coordonner les politiques « habillement » définies en lien avec les armées, cette filière travaille au quotidien à la satisfaction des besoins en équipement indispensables à la vie courante, et particulièrement aux missions opérationnelles des armées et directions de service.**



Depuis sa création, la filière poursuit sa maturation au travers d'avancées concrètes qui s'inscrivent dans le processus de rationalisation et de professionnalisation du soutien engagé par le SCA : la création d'une UO (unité opérationnelle) unique Habillement en janvier 2014, la mise en œuvre de contrats de service avec les trois armées en 2015, le développement de nouveaux systèmes d'information logistique ou la généralisation de la distribution par correspondance à moyen terme en sont quelques illustrations.

L'organisation en filière permet d'entretenir un dialogue permanent avec les états-majors d'armées mais aussi, et surtout, avec les acteurs locaux afin de préserver la proximité du soutien : 1 300 personnes concourent directement aux missions de la filière Habillement. Celle-ci s'appuie sur sept établissements pilotés par le Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces (CESCOF) ainsi que sur un réseau de magasins au sein des GSBdD.

Enfin, la filière entretient des liens étroits avec le tissu industriel français et européen, notamment en instaurant des partenariats de développement innovant avec des PME (recherches sur des textiles techniques, modernisation des stratégies achat, etc.). 154 entreprises sont titulaires de marchés « habillement » (73 % de PME), dont 137 entreprises françaises.

### La parole au CRC2 Lorimier, officier de conduite de filière Habillement au sein du CESCOF :

*« L'habillement, un domaine où la notion de filière prend tout son sens. En la matière, les contraintes métiers sont multiples : règles de l'achat public, pesanteurs industrielles, lenteur des transports, etc. À chaque étape, la conduite de filière doit faire prévaloir un objectif supérieur : la satisfaction finale du besoin du client, dans les délais et selon la qualité demandés. Cette mission d'impulsion et de coordination est menée avec d'autant plus de conviction et de satisfaction personnelle que le produit délivré est bien réel et qu'il équipe le soldat français, en service courant mais aussi, et surtout, au combat pour assurer sa protection et le succès de sa mission »*

### Des prestations variées :

- Effets de combat ;
- Uniformes ;
- Protection feu ;
- Nucléaire, radiologie, biologie et chimie ;
- Équipements de vol ;
- Balistique ;
- Survie ;
- Équipement protection individuel ;
- ...

### La filière Habillement en chiffres :

- 160 à 180M € consacrés chaque année à l'acquisition de vêtements et équipements du combattant ;
- 90 marchés publics d'habillement notifiés en 2014 ;
- 1 000 couturiers fabriquent chaque jour les treillis de l'armée française dans le monde ;
- Plus de 8 000 références articles fournies par le CESCOF.

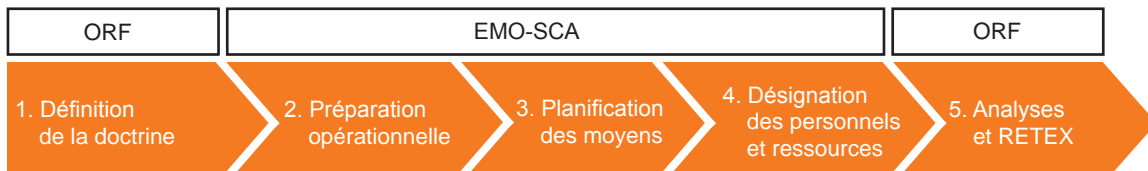


## LA FILIÈRE PSAO DU SOUTIEN COURANT AU SOUTIEN DES ENGAGEMENTS OPÉRATIONNELS

*La filière Préparation et soutien aux activités opérationnelles (PSAO) a été créée le 1<sup>er</sup> septembre 2014, à l'identique de l'ensemble des autres filières du service. Cependant, elle ne s'appuie pas sur une structure historiquement existante et dédiée aux opérations comme les filières Habillement ou Soutien de l'homme.*

La filière PSAO a, aujourd'hui, pour objet de :

- définir un cadre d'emploi du SCA pour les activités opérationnelles, opérations extérieures, missions intérieures, exercices majeurs, missions opérationnelles, renforts temporaires à l'étranger et événements particuliers ;
- préparer individuellement le personnel du service à ces activités ;
- contribuer aux différents processus de planification du soutien ;
- désigner le personnel et les différentes ressources, analyser le retour d'expérience et la performance de la filière.



La filière dispose, sous la responsabilité de l'officier responsable de filière (ORF), de deux centres experts : l'état-major opérationnel du SCA (EMO/SCA), créé le 1<sup>er</sup> juillet 2014, intégré à la direction centrale du SCA, et le Centre interarmées d'administration des opérations (CIAO) qui reste également centre de mise en œuvre de l'EMA/CPCO/J8.

Le déclenchement de l'opération Sentinelle a permis de mettre en œuvre une mission non permanente de nos armées, avec l'hypothèse d'engagement « Protection » maximale de 10 000 hommes sur le théâtre national. Se cumulant avec le soutien de nos missions permanentes, tant en métropole qu'outre-mer, le soutien de Sentinelle a permis de tester, en grandeur nature, la capacité du SCA à répondre simultanément et dans la continuité aux engagements opérationnels en OPEX et sur le territoire national, ainsi qu'au soutien courant de proximité lié aux contrats de service.

Sous l'autorité de l'EMA/CPCO et des états-majors interarmées de zone de défense et de sécurité, l'EMO/SCA a coordonné la manœuvre entre les groupements de soutien de base de défense, les établissements logistiques et les centres experts, permettant ainsi de transporter les unités engagées, de mettre à disposition la ressource en matériels de vie en campagne et effets de protection ou de conclure un marché de location de près de 300 véhicules.

Le SCA doit ainsi assurer en continu et simultanément le soutien courant, le soutien des engagements opérationnels et le soutien d'activités ponctuelles et non prévisibles (CUIRASSE, plan « hommage »...).



\*CPCO : Centre de planification et de conduite des opérations

CSOA : Centre du soutien des opérations et des acheminements

## GESTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX UN ACCOMPAGNEMENT « SUR MESURE »

*Un marché contracté par le SCA avec la société Pros-Consulte assure, depuis janvier 2013, un accompagnement psychologique aux ressortissants du service. Cet accompagnement comprend une cellule d'écoute et des interventions sur site.*

**D**ans un contexte fortement évolutif marqué par des opérations de restructuration et de réorganisation fonctionnelle, le Service du commissariat des armées souhaite accompagner les agents qui nécessiteraient une assistance psychologique, en lien direct ou indirect avec les réformes en cours et/ou liée à toute autre situation professionnelle.

### LA CELLULE D'ÉCOUTE

Un numéro vert 0805 230 407 est mis à la disposition des agents du SCA. Il permet aux personnels de France métropolitaine et des DOM-TOM :

- d'avoir un accès gratuit (numéro vert), anonyme, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, aux 35 psychologues de la plate-forme Pros-Consulte. L'accès est immédiat, sans prise de rendez-vous, sans attente ni répondeur vocal ;
- de pouvoir choisir le psychologue à contacter en se rendant sur le site [www.pros-consulte.com](http://www.pros-consulte.com). Pour les personnels n'ayant pas d'accès Internet, la mise en ligne sera immédiatement assurée avec l'un des psychologues disponibles au moment de l'appel ;
- de pouvoir rappeler le même psychologue, bénéficiant ainsi d'un suivi personnalisé.

Ce dispositif garantit à l'appelant un conseil, un soutien ou une orientation. Il permet d'analyser les situations conflictuelles, de repérer les facteurs de risque et de prendre en charge, 24 heures sur 24, les appelants par une écoute active et un débriefing visant à une levée du stress et de l'anxiété.

### Prise en charge des personnels à l'étranger

Les numéros verts français n'étant pas accessibles depuis l'étranger, un numéro spécial (non surtaxé) a été mis en place pour ces personnels : 00 (33) 1 78 77 00 02.

Ce numéro donne accès à la plate-forme 24 heures sur 24, des psychologues y sont disponibles quel que soit le décalage horaire avec la métropole.

### LES INTERVENTIONS SUR SITES

#### Demi-journée conseil :

Réservé à l'encadrement, ce dispositif permet à un psychologue du travail, consultant RH, de venir faire un point sur le management, de donner des conseils et des préconisations.

#### Entretiens de groupe, entretiens individuels :

En cas de crise ou de traumatisme collectif au sein d'un organisme ou d'une équipe, le SCA peut faire intervenir, sous 24 heures, un psychologue spécialisé de Pros-Consulte qui prendra en charge individuellement et en groupes les personnes concernées.

Afin d'accompagner cette démarche d'assistance psychologique, d'assurer le suivi de ce marché et de coordonner sa mise en œuvre au sein du service, un comité de suivi central des RPS (risques psychosociaux) a été constitué dès 2012 au sein du SCA. Ses membres sont des acteurs de la Direction centrale du SCA dans le domaine des ressources humaines, du conseil social et de la prévention des risques professionnels.



## LA CHEMISE TACTIQUE UN EFFET DE COMBAT 100 % COMPATIBLE AVEC LE PORT D'UN GILET PARE-BALLES

La prise en compte des retours d'expérience de l'opération SERVAL, le développement de matières performantes et les résultats de tests d'ergonomie ont conduit le CESCOF à étudier, concevoir et réaliser une chemise de combat parfaitement adaptée aux contraintes induites par le port de gilets de protection balistique : la chemise tactique pour gilet pare-balles.

Si le confort ainsi procuré permet à la chemise tactique de mener sa mission dans de bonnes conditions, la sécurité n'est pas en reste, grâce aux propriétés non-feu ou thermostables des matières et composants\* employés qui ne fondent pas ou ne brûlent pas en présence d'une flamme ou d'une source de chaleur.

La chemise tactique est actuellement en phase de réalisation (mise au point des têtes de série) dans le cadre de deux marchés industriels découlant d'un appel d'offres lancé fin 2014. Les premières livraisons devraient intervenir pour la fin de l'année 2015.



\* Fils à coudre, fermetures à glissière, rubans auto-agrippants.

### FICHE TECHNIQUE

- La chemise tactique s'apparente à une veste de combat légère, corps en maille et manches en tissu bariolé
- La partie en contact avec le buste procède d'un tricot léger optimisant la respirabilité
- Les manches sont confectionnées en tissu résistant, anti-éraillure (rip-stop), bariolé théâtre européen ou désertique
- Une coupe ergonomique : aucune poche ni élément de la chemise ne provoque de points de compression lorsqu'un gilet est ajusté (absence de poches sur le buste)
- Des renforts tridimensionnels peuvent être insérés au niveau des épaules et des coudes
- Un système de poches sur la manche, au niveau de l'épaule et de l'avant-bras, préserve la capacité d'emport recherchée par le combattant.

## EBOLA : LE SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES DANS LA LUTTE CONTRE EBOLA EN GUINÉE

*Depuis début novembre 2014, le Service du commissariat des armées s'est pleinement impliqué dans le déploiement des armées en Guinée dans le cadre de la lutte contre Ebola avec la mise en œuvre du Centre de traitement pour les soignants (CTS) à Conakry.*

Cette structure hospitalière au concept unique et novateur prend en charge des soignants en première ligne dans le combat contre la maladie. Elle s'inscrit au sein de l'action interministérielle française de lutte contre Ebola. Sa mise en œuvre a constitué un véritable défi logistique puisque l'ensemble du complexe a été construit en l'espace de six semaines.

Le SCA, par la fourniture d'équipements d'hébergement et de casernement ainsi que par le personnel mis en place, a largement participé à la réussite de ce projet dont le principe d'externalisation maximal a demandé un travail intense pour respecter les délais impartis. L'élaboration du budget, la construction des réseaux de fournisseurs, la rédaction des marchés, la préparation des accords avec la Guinée, les achats et le soutien quotidien logistique, administratif et financier des personnels militaires ont permis d'assurer la pleine fonctionnalité opérationnelle pour l'ouverture le 23 janvier 2015 de ce centre unique en son genre.



## L'APPROVISIONNEMENT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'EXTRÊME-ORIENT : INITIATIVE ET EFFICACITÉ

Les troupes de l'Union française engagées dans la guerre d'Indochine (1945-1954) ont été soutenues par le Service de l'intendance du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient. Éloignée de la métropole, confrontée à la pénurie d'approvisionnements et de vivres, mais aussi à l'accroissement des effectifs (de 20 000 hommes en 1945 à 120 000 en 1950), l'Intendance a progressivement mis en place un réseau dense de magasins pourvus d'un important matériel d'exploitation, voire de véritables complexes d'intendance, comme à Saigon et à Da Nang. Pour combler les lacunes qui se produisaient dans les flux d'envois de la métropole, on fit appel aux importations des pays étrangers et à une exploitation rationnelle des ressources locales tandis que des ateliers en régie fabriquaient et réparaient des effets d'habillement, de couchage, des équipements de toile ou encore de l'ameublement.



Le contenu d'une ration

À partir de 1951, la mise sur pied des armées nationales (Viêt-nam, Laos et Cambodge) soutenues par la France augmenta très rapidement l'ampleur des effectifs à soutenir pour atteindre 245 000 hommes en 1954 (l'ensemble des effectifs ravitaillés, en comprenant les supplétifs, les prisonniers Viêt-minh et les internés chinois, dépassait cependant 600 000 hommes). Parallèlement, pour le soutien logistique des grandes opérations engagées principalement au Tonkin, une Intendance opérationnelle fut spécialement créée la même année.



L'insigne de l'intendance d'Extrême-Orient

C'est au cours de la bataille de Diên Biên Phu que le Service de l'Intendance doit relever un défi d'importance : approvisionner en vivres frais et en conserves, par voie aérienne, à 300 kilomètres des troupes amies, et pendant 168 jours dont uniquement 60 réservés aux parachutages, un effectif de 10 000 hommes. Assez rapidement après le début de l'opération, les vivres de combat parviennent régulièrement sous la forme de rations collectives et individuelles. Pour ces dernières, des rations d'un type nouveau sont distribuées qui, plus compactes, offrent en outre une plus grande variété de menus. Des vivres frais sont aussi parachutés et permettront de varier les repas pendant la bataille. La gestion de tous ces approvisionnements, enfin, est réglée par le chef du groupe d'exploitation de l'antenne de l'Intendance.

La campagne d'Indochine offre un champ d'expérience très riche pour le Commissariat : l'administration et l'approvisionnement d'une force allant jusqu'à 245 000 combattants (600 000 hommes, supplétifs et prisonniers compris), à cheval sur trois pays, pendant neuf ans, alors que la métropole sort affaiblie de la Seconde Guerre mondiale. Les distances, l'étirement des lignes de communication, le soutien à des opérations de toutes natures (terrestres, aéroportées, de surveillance des côtes) et à des unités très variées, renvoient sans cesse aux engagements actuels de nos forces.